

# ARCHIPEL

Journal du Forum Civique Européen



Manifestation des Roms pour l'égalité des droits en 2018 à Budapest - les élections d'avril ont ravivé l'espoir. Photo: M. Rössler

AZB 4001 Baile  
Forum Civique Européen, 4001 Baile  
Post CH AG

## HONGRIE

# La chute du régime d'Orbán

**Le 12 avril, le peuple hongrois s'est exprimé lors d'un scrutin souvent qualifié de «paroxysme de la démocratie» – un scrutin où la chute du Fidesz<sup>1</sup> semblait d'emblée impossible. Un vaste mouvement, composé en partie de très jeunes gens, a pourtant rendu cela possible.**

Au cours des seize années où Orbán a été au pouvoir, il a mis en place quelque chose qu'il est difficile de nommer sans sembler dramatique, mais c'est exactement cela: un système dans lequel les gens travaillaient pour lui, et non l'inverse. Un système dans lequel les jeunes, des gens comme moi, ne pouvaient pas imaginer allumer la télévision publique et croire ne serait-ce qu'un mot de ce qui y était dit. Ma famille a éteint la télévision une bonne fois pour toutes en 2008, car il n'y avait tout simplement plus rien qui valait la peine d'être regardé – et je sais que c'était le symptôme de quelque chose de bien plus grave qu'une simple chaîne publique en déclin.

J'ai grandi en ne pouvant imaginer qu'il ne m'incombait pas personnellement de soutenir de ma propre poche chaque initiative

citoyenne, chaque agence de presse indépendante dont la survie me tenait à cœur, et chaque sans-abri que je croisais dans la rue – car je savais que notre système les avait déjà abandonné·es, bien avant que j'aie eu l'occasion de leur venir en aide.

C'est ce que ce régime a perfectionné: une atmosphère où un *forint* hongrois ne valait rien, à moins qu'il ne serve le pouvoir en place, où chacun·e vivait d'année en année uniquement dans son petit coin, craintif, peiné·e, sans oser croire que ce qu'iel construisait lui appartenait réellement.

J'ai vu ce qui arrivait à l'Université des arts du théâtre et du cinéma, où mes ami·es ont occupé le bâtiment pendant des mois, tandis que ma mère leur apportait à manger et que chaque jour, des inconnu·es venaient manifester leur solidarité à l'extérieur – et pour

## EDITO

Chères lectrices, chers lecteurs,  
Le printemps se dévoile dans toute sa splendeur et tente de nous faire oublier les guerres meurtrières dans d'autres coins du monde. Chaque jour, nous recevons des nouvelles de Charlotte depuis le Liban\*. Face à la terrible situation qui règne dans le sud du pays, chaque chevreau nouveau-né, chaque journée ensoleillée, chaque fleur qui s'épanouit est une merveille.

Fin mars, nous sommes venu·es de tous les horizons pour la rencontre du Forum Civique Européen, qui se tenait cette fois-ci au Mecklembourg-Poméranie occidentale. Nous y avons échangé avec des personnes qui s'opposent à l'extrême droite dans la région.

Pour la première fois, nous avons invité des jeunes Russes d'Autriche, de France, des Pays-Bas et d'Allemagne qui s'organisent dans la résistance à plusieurs niveaux. Nous en parlerons dans le prochain numéro. Zita, une jeune Hongroise, a aussi participé à la rencontre – vous pouvez lire son article ici. Ansar, une Irakienne vivant à Berlin avec laquelle nous collaborons depuis de nombreuses années, a également écrit un article pour Archipel, que nous publions ici.

Je vous souhaite un beau mois de mai encourageant!

Constanze Warta  
Archipel

\* Charlotte vit au sein du projet agricole Buzuruna Juzuruna. Voir l'article «Liban - Une solidarité concrète», Archipel No 357, avril 2026.

tant, nous avons regardé l'«*homme fort*» tout démanteler pièce par pièce, parce que nous avons été conditionné·es à croire que le fait de trouver quelque chose d'incroyablement injuste n'empêchait pas que cela se produise. Entre-temps, presque toutes les universités ont été intégrées dans des fondations gérées par l'État, ce qui les a privées de leur indépendance en matière de recherche, de leur concurrence interne et de la majeure partie de leurs ambitions intellectuelles sérieuses.

Il y a toujours eu des moments qui semblaient être des exceptions: des manifestations si importantes et si puissantes qu'on était persuadé que, cette fois-ci, les choses seraient différentes. Mais ça ne l'était jamais. Des années de soulèvement, de slogans, d'affichage, pour finalement revenir à une situation inchangée et ne pouvoir diriger sa colère nulle part ailleurs que vers son propre entourage et vers soi-même.

## L'autre choix

C'est pourquoi ce que *Tisza*<sup>2</sup> a mis en place est vraiment différent. Pour la première fois depuis le retour au pouvoir d'Orbán, un parti d'opposition n'a pas commencé par rallier les voix des citoyen·nes déjà politisé·es, qui avaient de toute façon toujours voté contre le *Fidesz*. Non, les membres de *Tisza* se sont d'abord rendu·es à la campagne. Iels ont dépensé chaque forint récolté grâce à des dons privés – pas d'argent du parti, ni d'ONG étrangères –, iels sont allés de village en village et se sont assis·es avec des gens dont le droit à une participation politique avait été discrètement volé – par des années de propagande ciblée, à la télévision nationale, à la radio nationale et sur les immenses affiches au bord des routes qui bordent les autoroutes entre ces mêmes villages. Il y avait cette fameuse vidéo, tournée par les médias indépendants après la victoire écrasante du *Fidesz* en 2022, quelque part dans une petite ville, où l'on demandait à une femme pourquoi elle avait voté ainsi, et elle répondait: «*N'est-ce pas ce que nous devrions faire?*» Elle n'avait jamais entendu parler d'autres partis ou candidat·es que le *Fidesz* et Orbán, et ce n'était pas un cas isolé.

C'est exactement de cela qu'il s'agit. Et c'est exactement pour cette raison que *Tisza* n'a pas été invité une seule fois dans les médias nationaux avant le 13 avril.

Nous avons tout planifié pour la journée, comme nous le faisons toujours le jour du scrutin. Lors des dernières élections, nous nous étions toujours réunies pour ce que tout le monde appelle une «*fête des résultats*», même s'il est bien exagéré de parler de fête, car la soirée électorale était toujours le moment le plus déprimant de l'année. Malgré tout, nous y participions tous et toutes. Chaque groupe politique en organisait une, chaque cercle d'ami·es aussi, et ce jour-là, avec une élection aussi explosive, aussi particulière, cela semblait encore plus nécessaire que d'habitude. Mais avant d'en arriver là, il

fallait d'abord passer la journée, et la ville ne ressemblait en rien à un dimanche ordinaire. Budapest était animée d'une manière très particulière – une animation calme, nerveuse, déterminée – tout le monde se dirigeait vers les bureaux de vote, tout le monde portait en soi la même tension.

Le scrutin lui-même s'est déroulé sans heurts, du moins là où nous étions. L'organisation était bonne, chez nous ça a été rapide, ce qui était surprenant quand on sait que notre circonscription – celle où Peter Magyar se présentait lui-même pour un siège – a enregistré un taux de participation de 85%. D'autres n'ont pas eu cette chance. Dans tout le pays, et en particulier devant les ambassades hongroises à l'étranger, les gens ont fait la queue pendant des heures. L'image de ces files d'attente en disait long sur ce que cette journée représentait pour les gens.

Ce qui était également présent ce jour-là, bien que de manière moins visible, c'était le travail des observateur/trices électoraux bénévoles – des personnes qui s'étaient organisées dans le cadre d'une initiative liée à *Tisza* afin d'être présentes sur le terrain dans les zones rurales, où l'achat de voix par le *Fidesz* était depuis des années un secret de polichinelle.

Avant le 12 avril, un documentaire intitulé «*The Price of a Vote*» – disponible sur YouTube avec des sous-titres en anglais – avait été diffusé, rendant impossible de fermer les yeux sur cette réalité: des élu·es locaux/cales qui faisaient pression sur les personnes les plus vulnérables, non seulement avec de l'argent, mais aussi avec de l'alcool, de la drogue et la menace de perdre l'accès aux médicaments. Le reportage dresse le portrait d'un régime qui, lorsqu'il est à court d'idées, se maintient en s'assurant que les personnes les plus désespérées croient qu'elles n'ont pas le choix. Les bénévoles ont passé la journée du scrutin dans ces mêmes villages, observant, documentant, aidant. Cet engagement citoyen était fascinant. Et tout porte à croire que cela a fonctionné: le *Fidesz* a perdu des voix dans des endroits où ce parti avait toujours pu compter sur son électorat.

Notre réunion était bien organisée. Quelqu'un avait concocté un quiz – cinq manches couvrant les seize années de règne du *Fidesz*. Des questions telles que: «*Combien a coûté le fameux sentier dans la cime des arbres, le Lombkoronasétány, au-dessus du lac Balaton?*». C'était devenu le symbole tristement célèbre du gaspillage des deniers publics par ce gouvernement. «*Nommez les cinq enfants d'Orbán*», et ainsi de suite. Nous étions assis·es là, répondant à des questions sur des scandales dont nous avions été témoins, et nous riions de cette manière si particulière, épuisée, comme on rit des choses qui nous mettent en même temps profondément en colère.

À la fin du cinquième tour (nous avons terminé troisièmes sur six équipes), les premiers résultats étaient tombés: 3 % des voix avaient

été dépouillées, avec une légère avance pour le *Fidesz*. Et c'est ainsi qu'un silence très familier s'est installé dans la pièce. Le même silence que lors de toutes les autres soirées électorales précédentes. Le même sentiment oppressant d'être des idiot·es parce que nous avions espéré; d'être encore tombé·es dans le piège; que les «armes» que le *Fidesz* savait toujours brandir au dernier moment étaient déjà à l'œuvre: des électeur/trices supplémentaires surgissant soudainement de nulle part; des résultats qui avaient basculé dans certains endroits et que personne ne pouvait vraiment expliquer. Nous connaissions ce sentiment. Nous l'avions pratiqué pendant des années.

## La nuit du tournant

Puis, alors qu'environ 10 % des voix avaient été dépouillées, *Tisza* prenait une nette avance! Et à partir de ce moment-là, plus rien ne pouvait l'arrêter. Sur l'un de nos écrans, on regardait *Partizán*, la chaîne de télévision indépendante: le présentateur arborait un sourire que rien au monde n'aurait pu effacer. Sur l'autre écran, il y avait M1, la chaîne nationale, où les présentateur/trices avaient visiblement du mal à trouver les mots pour décrire ce qu'ils voyaient. Nous savions déjà – non, nous n'espérions pas, nous savions – qu'une majorité des deux tiers était une réalité. Les instituts de sondage l'avaient prédit depuis des semaines, et personne n'avait osé les croire. Mais ils avaient tout à fait raison.

Vers 21 h 30, *Tisza* avait atteint 133 sièges confirmés au Parlement, le seuil de la majorité absolue, puis l'événement le plus extraordinaire s'est produit: en direct, le présentateur a annoncé que Viktor Orbán avait personnellement appelé son adversaire Peter Magyar pour le féliciter. C'est à ce moment-là que la réalité s'est imposée. Car quand Orbán dit que c'est fini, c'est fini – et quoi que cela puisse dire de l'état de notre démocratie, à ce moment-là, c'était la seule confirmation qui semblait réelle. Il fallait qu'il nous le dise lui-même.

Nous avons ouvert toutes les bouteilles de champagne d'un seul coup et avons chanté tous les hymnes révolutionnaires nationaux au moins quatre fois, puis vingt autres fois au cours de la nuit. Puis le discours d'Orbán, dans lequel il reconnaissait sa défaite, a été diffusé, et nous l'avons vu debout sur un podium, entouré de son cercle le plus proche, dont tous les membres avaient l'air d'écoliers penauds dans le bureau du directeur. Presque tous, sauf un: Peter Szijjártó – notre ministre des Affaires étrangères sortant, l'un des visages les plus connus du régime – était introuvable. Il n'est réapparu que douze heures plus tard, lorsqu'il a été surpris en train de déchiqueter des documents au ministère des Affaires étrangères.

Nous nous sommes précipité·es dans les rues. Jamais de ma vie je n'avais ressenti une telle solidarité avec des inconnu·es – toute une ville qui n'avait besoin ni d'explications ni de justifications, juste ce même sentiment

**Archipel**  
Mensuel bilingue (F/D)  
édité par le Forum  
Civique Européen

**France:**  
St Hippolyte, F-04300  
Limans  
Tél: 33 (0)4 92 73 05 98  
fr@forumcivique.org

**Autriche**  
Lobnig 16  
A-9135 Eisenkappel/Zelezna Kapla  
Tél: 43 (0)42 38 87 05  
at@forumcivique.org

**Allemagne:**  
Ulenkrug, Stubbendorf 68  
D-17159 Dargun  
Tél: 49 (0)39 959 23 881  
de@forumcivique.org

**Suisse:**  
Boîte postale 1115,  
CH-4001 Bâle  
Tél: 41 (0)61 262 01 11  
ch@forumcivique.org

**Ukraine:**  
vul. Borkanyuka 97,  
UA 90440 Nizhne Selishche  
Tel: 00380/31 42 512 20  
ua@forumcivique.org

Mai 2026 - Nr. 358 - Prix du n°: 4 euros/7FrS - Abonnement annuel: 40 euros/60 FrS - Commission paritaire N° AS 75136 - ISSN 1247-8490  
Directrices de Publication: Joëlle Meunier, Constanze Warta - Imprimerie: Ropress, CH-8048 Zürich - Forum Civique Européen - Association loi 1901 - [www.forumcivique.org](http://www.forumcivique.org)

qui s'exprimait au même moment. Des gens embrassaient des gens qu'ils n'avaient jamais vus auparavant. Tou·tes scandaient «*Orbán takarodj*» (Orbán, va-t'en) et d'autres slogans criés depuis des années, mais qui prenaient enfin leur véritable sens. Les voitures klaxonnaient, les gens se tenaient sur les toits ouvrants, se penchaient par les fenêtres, pleuraient et riaient, et les deux à la fois. Nous nous sommes rendu·es à la fête électorale de la *Tisza*, où des dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées, et nous avons écouté le discours de Magyar (qui était trop long) et qui, en réalité, n'avait aucune importance – car il n'a jamais été question de lui. Il s'agissait ici d'être enfin libéré·es d'Orbán. L'explosion d'émotions dans les rues montrait, mieux que n'importe quelle analyse ne saurait le faire, à quel point ce que le *Fidesz* avait mis en place était éloigné de tout ce qui ressemblait, même de loin, à une démocratie. Dans une démocratie saine, les gens ne pleurent pas dans les bras des autres à cause d'un résultat électoral, peu importe qui gagne. Le fait que nous l'ayons fait – que nous ayons dû le faire – est la preuve la plus évidente de ce qui nous avait été enlevé et de ce que signifiait le fait de regagner quelque chose.

### Des femmes et des Roms au Parlement

La première chose que Magyar a faite après sa victoire a été de tenir une conférence de presse de trois heures – ouverte aux médias nationaux et internationaux, au cours de laquelle il a répondu à toutes les questions. Ce simple geste en disait déjà plus long que n'importe quelle déclaration politique. À l'inverse, aucun politicien du *Fidesz* ne s'est jamais présenté ces dernières années devant des médias que le parti ne contrôlait pas, et n'a jamais répondu à une question qui n'avait pas été approuvée au préalable. Et les premières questions de cette conférence de

presse ont été posées par les médias indépendants (Partizán et Telex, qui ont tous deux publié d'excellents articles en anglais) – ceux-là mêmes qui n'ont survécu à toute l'ère Orbán que grâce à leurs abonnements, qui étaient exclus des briefings officiels du gouvernement et qui rendaient compte de l'actualité depuis la marge. Je ne vais pas prétendre que cela ne m'a pas ému aux larmes.

On est encore en train d'analyser ce qui est ressorti de ces trois heures, mais les grandes lignes se dessinent peu à peu – et certaines choses sont, après tout ce qui s'est passé, vraiment difficiles à croire. Pour la première fois dans l'histoire du Parlement hongrois, quatre personnalités politiques roms siègeront au Parlement. Cela vaut à lui seul la peine de s'arrêter un instant sur ce point. 46 des député·es du groupe parlementaire *Tisza* sont des femmes, et il y aura à la fois une ministre des Affaires étrangères et une ministre de l'Éducation – ce qui, après des décennies d'un gouvernement qui considérait la politique comme un domaine exclusivement masculin et ethniquement pur hongrois, n'est pas une mince affaire. De plus, le principe selon lequel chacun peut aimer qui il veut devient une évidence. Ce ne sont plus des positions radicales en Europe, mais ici, elles sont perçues différemment. Ici, elles donnent l'impression d'être des fenêtres qui s'ouvrent dans une pièce longtemps restée fermée. Et une politique énergétique visant à s'affranchir de la dépendance vis-à-vis de la Russie va être mise en œuvre.

Le financement de l'UE sera rétabli, la santé étant la priorité absolue – dont l'urgence est évidente pour quiconque a eu recours à un hôpital hongrois au cours des dix dernières années. La reprise immédiate de l'aide à l'Ukraine est à l'ordre du jour, tout comme une restructuration complète des ministères, ce qui implique l'annulation des fusions,

et la réintroduction d'institutions indépendantes, dotées de personnes qui savent réellement ce qu'elles font, plutôt que de celles qui connaissent les «bonnes» personnes. Il est prévu de limiter le mandat du Premier ministre à deux mandats, avec effet rétroactif, ce qui exclut une fois pour toutes le retour d'Orbán. Et plutôt que de régler des comptes politiques, l'objectif déclaré est de reconstruire un système judiciaire capable de demander des comptes aux individus selon ses propres critères indépendants. Cela inclut le retour au sein du Parquet européen et de la Cour pénale internationale (CPI), ainsi que l'introduction d'un impôt sur la plus-value, qui permettrait enfin de se poser certaines questions évidentes sur l'origine de certaines fortunes.

Tout cela ne constitue pas un programme révolutionnaire. Personne ne promet de tout démolir pour repartir de zéro. Il s'agit plutôt d'une correction – résolue, claire et attendue depuis longtemps. Un «*programme de bon sens*», comme Magyar l'a lui-même qualifié, qui vise à réparer l'État plutôt qu'à le remplacer. Les mois à venir nous diront si cela suffira et si les personnes qui en sont à l'origine tiendront leurs promesses.

### Changement de système ou réajustement

Il y a pourtant déjà des éléments qui méritent d'être suivis de près. Sur la question de l'immigration, la position de Magyar s'inscrit jusqu'à présent parfaitement dans le courant dominant européen prudent: mesurée, réfléchie et pas vraiment progressiste. Cette attitude ne déroge pas à la norme actuelle sur le continent; on peut donc difficilement la qualifier de trahison. Mais pour tou·tes celles et ceux qui espéraient que ce moment marquerait le début d'une ère plus ouverte et davantage axée sur les valeurs, cela peut sembler limiter d'emblée l'ampleur que prendra réellement ce nouveau départ.



Photo de la Gaypride à Budapest, 2025

Rien de tout cela n'annule le mandat. Rien de tout cela n'annule ce qui s'est passé le soir des élections. Mais cela nous rappelle qu'il ne s'agit pas d'une rupture nette: c'est un réajustement, mené par des personnes qui restent à désigner, dans un pays dont les institutions ont été sapées pendant seize ans. La direction semble claire. La question de savoir si les détails tiendront la route – si les personnes qui en sont à l'origine tiendront la route – est celle qui déterminera ce que deviendra réellement ce moment. Au cours des prochaines semaines, l'ensemble du cabinet prendra forme. Nous saurons alors ce qui a été promis et ce que cela signifiait.

Ce qui me revient sans cesse à l'esprit, c'est ceci: *Tisza* était le seul moyen de déloger le *Fidesz* de sa position confortablement répugnante, et cela n'avait rien à voir avec le fait que Magyar soit la bonne personne pour diriger le pays. Il semble le comprendre – pour l'instant. J'espère sincèrement qu'il ne l'oubliera jamais.

Ce que j'espère après ce *Rendszerváltás* – le changement de système, comme nous l'ap-

pelons –, c'est que nous aurons enfin la marge de manœuvre nécessaire pour construire quelque chose de plus diversifié. Un véritable paysage politique offrant de réels choix. Peut-être même un véritable parti de gauche qui parvienne à entrer au Parlement. Car pour l'instant, une fois la poussière retombée, nous voyons trois partis occuper tous les sièges: un parti d'extrême droite, un parti de droite et un nouveau parti qui se qualifie de centriste et auquel nous voulons croire. Ce n'est pas encore la démocratie souhaitée, mais cela pourrait en être le début.

Alors, voyons ce que les prochains mois nous réservent.

Zita Bathory

Étudiante en écologie humaine

Budapest

1. Le *Fidesz* est un parti politique hongrois d'extrême droite, national-conservateur et populiste dirigé par Viktor Orbán.

2. *Tisza*, acronyme de Respect et liberté, est un parti politique hongrois créé en 2020, s'identifiant en 2021 en tant que «formation sans idéologie qui mène une politique intermédiaire en tant que parti de centre-droit». Son président est Péter Magyar.

venue non seulement une nécessité pratique de la résistance, mais aussi une expression de la souveraineté politique.

Après la répression des manifestations, les palmiers sous lesquels se trouvaient autrefois des banderoles et des tentes ont eux aussi disparu. Le parc situé derrière la place a été réaménagé, clôturé et rendu entièrement visible. Là où se trouvaient auparavant des sentiers sinueux, des coins ombragés propices à la retraite et des espaces politiques improvisés, s'étend aujourd'hui une zone ordonnée et surveillée. Ce réaménagement va bien au-delà du simple urbanisme. Elle incarne la destruction délibérée de ces lieux et structures qui rendaient possibles l'organisation collective et la politique d'opposition venue de la base.

En ces temps difficiles, comme on le dit souvent en Irak, les gens interprètent à l'envers le monument de la liberté situé sur la place Tahrir: non pas comme une échappatoire à l'oppression féodale vers l'autodétermination, mais comme un recul de l'espoir vers de nouvelles formes de domination. En effet, de nombreux éléments indiquent que le pays s'engage à nouveau dans cette voie et que cette évolution est exacerbée par la guerre actuelle. L'une des figures emblématiques de la génération contestataire post-2003, la féministe Yanar Mohammed, a été assassinée à Bagdad le 2 mars 2026, en plein milieu des bombardements de l'Irak par les États-Unis et l'Iran. Les organisations de défense des droits humains ont décrit sa mort comme s'inscrivant dans un climat persistant d'impunité face aux attaques contre les militant·es, qui n'a cessé de se renforcer depuis la répression de *Tishreen*. La gauche irakienne est peut-être trop faible pour devenir hégémonique, mais elle reste suffisamment présente pour être perçue comme une menace et faire l'objet de persécutions.

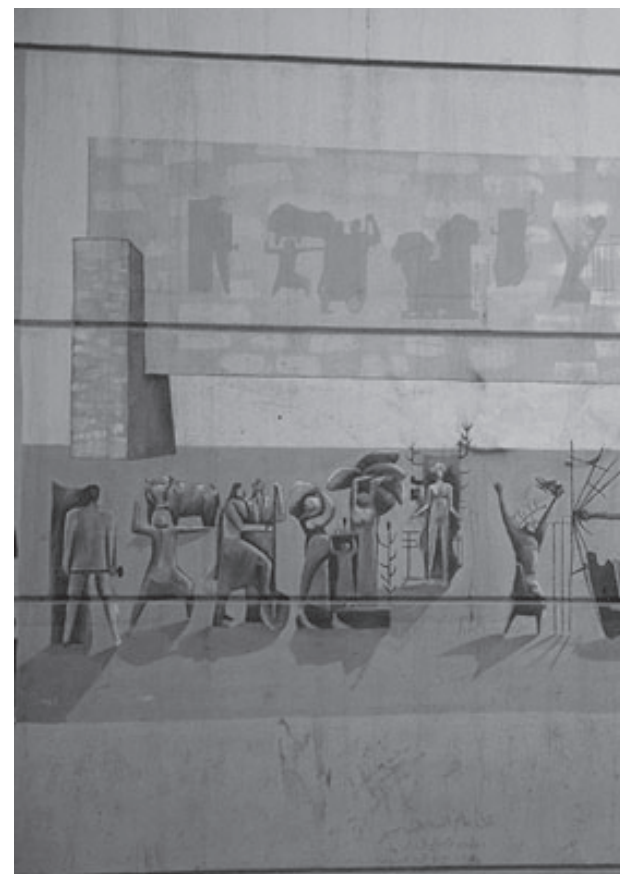
## IRAK

# Plus de palmiers sur la place Tahrir

**L'Irak est actuellement pris en étau entre les influences iranienne et américaine. Alors que les élites et les milices se disputent le pouvoir, ce sont surtout les pauvres, les paysan·nes et les forces progressistes qui en paient le prix: par la répression, la hausse des prix des denrées alimentaires et le déclin progressif de la production locale. La guerre dans la région aggrave ainsi non seulement les tensions géopolitiques, mais aussi la crise sociale et contre-révolutionnaire à l'intérieur du pays.**

La place Tahrir, la «place de la Libération», est depuis des décennies un lieu de mobilisation politique à Bagdad. Mais rarement sa charge politique a-t-elle été aussi forte que pendant les manifestations de *Tishreen*, d'octobre 2019 à octobre 2020, lorsque la place a été occupée pendant une année entière par des forces civiles et révolutionnaires. À l'époque, une banderole était suspendue entre deux palmiers, sur laquelle on pouvait lire: «*Tout le pouvoir aux masses révolutionnaires*». En dessous se trouvait notamment une tente de l'Organisation pour la liberté des femmes en Irak, où l'on organisait des formations politiques, créait des espaces de protection pour les femmes et abordait la violence, non pas comme un destin privé, mais comme l'expression de la domination patriarcale.

La place est dominée par le Monument de la Liberté, érigé après la chute de la monarchie soutenue par les Britanniques. Ses reliefs en bronze racontent, selon l'écriture arabe qui se lit de droite à gauche, l'histoire de la libération: du soulèvement contre l'oppression féodale à l'agriculture paysanne, en passant par la redistribution des terres, l'autodétermination et la démocratie. Lors des manifestations de *Tishreen*, cette symbolique a retrouvé toute son actualité. La question de l'alimentation et de l'approvisionnement est devenue un thème politique central: les manifestant·es ont organisé des cuisines populaires pour subvenir collectivement à leurs besoins, tandis que des campagnes de boycott contre les produits iraniens recevaient un large soutien. La nourriture est ainsi de-



Une fresque représentant le Monument de la Liberté utilisé

### ABONNEMENT

- Je souhaite continuer à recevoir Archipel, et m'abonne pour la somme de 40 euros / 60 FrS
- Je peux diffuser Archipel autour de moi et commande ...N°, à régler après la vente
- Je souhaite que vous envoyiez à l'essai 3 N° d'Archipel aux personnes dont je vous joins l'adresse:

Nom: ..... Adresse: .....

Pays: ..... Profession/Organisation: .....

Téléphone: ..... Mail: .....

Par chèque ou mandat postal

Pour la Suisse: PC 40\_8523-5 - St Johanns-Vorstadt 13 - CH-4001 Basel. Libellé: Archipel

Pour les autres pays: FCE, le Pigeonnier - F-04300, Limans

## LE MOUVEMENT TISHREEN

Le mouvement de protestation d'octobre, connu en Irak sous le nom de mouvement *Tishreen*, est un mouvement social irakien né des manifestations et des occupations de places publiques qui ont eu lieu à l'échelle nationale en 2019-2020. Les manifestant-es réclamaient, entre autres, l'abolition de la Constitution du pays dictée par les États-Unis, mais aussi davantage de possibilités d'emploi, de meilleurs services publics et la fin de la corruption. Sur le plan politique, le mouvement prône le dépassement des divisions confessionnelles et ethniques dans le pays. Dès le premier jour des manifestations, les forces de sécurité de l'État, et en particulier les milices proches de l'Iran, ont réagi par la violence, en utilisant des gaz lacrymogènes et des munitions réelles contre les manifestant-es. On estime à plus de 1100 le nombre de mort-es et à plus de 30.000 le nombre de blessé-es.

### Le système irakien après 2003

L'ordre politique qui s'est mis en place en Irak après 2003 n'est ni l'expression d'une souveraineté nationale, ni le simple résultat d'un contrôle extérieur. Il a vu le jour sous l'occupation américaine, mais s'est rapidement transformé en un tissu de pouvoir complexe où les intérêts internationaux et régionaux se sont entremêlés avec ceux des élites locales. L'Iran, en particulier, a su s'inscrire profondément dans ce nouvel ordre sans jamais le dominer complètement.

Au cœur de ce système se trouve ce qu'on appelle le système *Muhasasa*: un arrangement politique dans lequel les institutions étatiques, les fonds publics et les postes de pouvoir sont répartis selon des lignes confessionnelles, partisans et clientélistes. Ce qui

est souvent décrit comme de la simple corruption est en réalité un mécanisme central du pouvoir. Le système se nourrit de l'organisation de la concurrence entre des forces rivales, sans jamais les éliminer complètement. Les conflits ne sont pas surmontés, mais gérés.

C'est précisément pour cette raison que cet ordre s'est révélé remarquablement résistant au fil des années. Les guerres, les crises économiques, les blocages politiques et les manifestations de masse récurrentes n'ont pas entraîné son effondrement. Au lieu de s'écrouler, le système a intégré ces bouleversements dans son fonctionnement. La crise est devenue l'état normal du pouvoir.

Les élites ont réussi à maintes reprises à neutraliser les dynamiques d'opposition: par la cooptation, l'intégration institutionnelle ou des promesses de réformes limitées. L'influence des organisations internationales et des programmes occidentaux de promotion de la démocratie, notamment ceux issus du contexte américain, a également contribué à cette dynamique.

La répression du mouvement *Tishreen* le montre clairement, car la violence de l'État n'a pas été le seul facteur en jeu. Alors que le noyau radical de *Tishreen* exigeait l'abrogation de la Constitution adoptée en 2005 sous le régime de l'occupation, et donc un renversement fondamental de l'ordre politique – et par conséquent économique – existant, une partie du mouvement a été de plus en plus orientée vers des voies institutionnelles: s'éloignant de la confrontation au système pour se tourner vers des ateliers sur la participation démocratique, la création de partis et l'engagement politique au sein même de cet ordre qu'il s'agissait initialement de renverser. Ce qui apparaît comme un soutien aux forces d'opposition a en réalité fonctionné comme un mécanisme visant à les contenir et à les neutraliser.

Même les conflits qui apparaissent publiquement comme des luttes de pouvoir fondamentales, par exemple entre les sadristes et le *Coordination Framework* (qui formaient jusqu'à présent le gouvernement), s'inscrivent généralement dans cette même architecture politique et n'en remettent pas en cause les fondements.

Les acteurs extérieurs en font également partie. Les États-Unis continuent d'exercer une influence déterminante sur les leviers économiques et institutionnels centraux de l'État irakien. Ainsi, les recettes issues de la vente du pétrole irakien par l'État transitent encore aujourd'hui par des banques américaines. Parallèlement, l'Iran a mis en place ses propres centres de pouvoir au sein du système par le biais de partis, de milices et de réseaux politico-religieux. La rivalité entre ces deux blocs d'influence ne déstabilise pas le système, au contraire, elle a longtemps contribué à sa stabilisation.

### La fin de l'ancien équilibre

Mais cet équilibre commence à s'effriter. L'escalade militaire dans la

région, les attaques contre des acteurs liés à l'Iran en Irak et la pression croissante exercée par Washington modifient de plus en plus les rapports de force internes. Les forces étroitement liées à l'Iran, notamment certaines factions du *Hashd al-Sha'bi* (Front de mobilisation populaire), sont particulièrement mises sous pression, tandis que les États-Unis tentent d'exercer une influence politique plus directe et de redéfinir les rapports de force en Irak.

Ces évolutions ne marquent toutefois pas une rupture avec l'ordre établi, mais une redistribution du pouvoir au sein du même cadre politique. Comme l'a formulé une militante irakienne: «*La grande guerre à l'extérieur se transforme en Irak en une multitude de petites guerres à l'intérieur.*» Le conflit géopolitique, qui a longtemps eu des répercussions plutôt indirectes, fait désormais une incursion visible dans la sphère politique intérieure. Ce qui est nouveau, c'est que les mécanismes qui le limitaient et le modéraient jusqu'à présent perdent de plus en plus de leur efficacité. Une compétition plus dure et imprévisible pour l'influence et le pouvoir s'est installée. Pour les forces progressistes, cela ne signifie pas un espoir d'ouverture, mais le défi de s'imposer dans un environnement politique de plus en plus instable et violent.

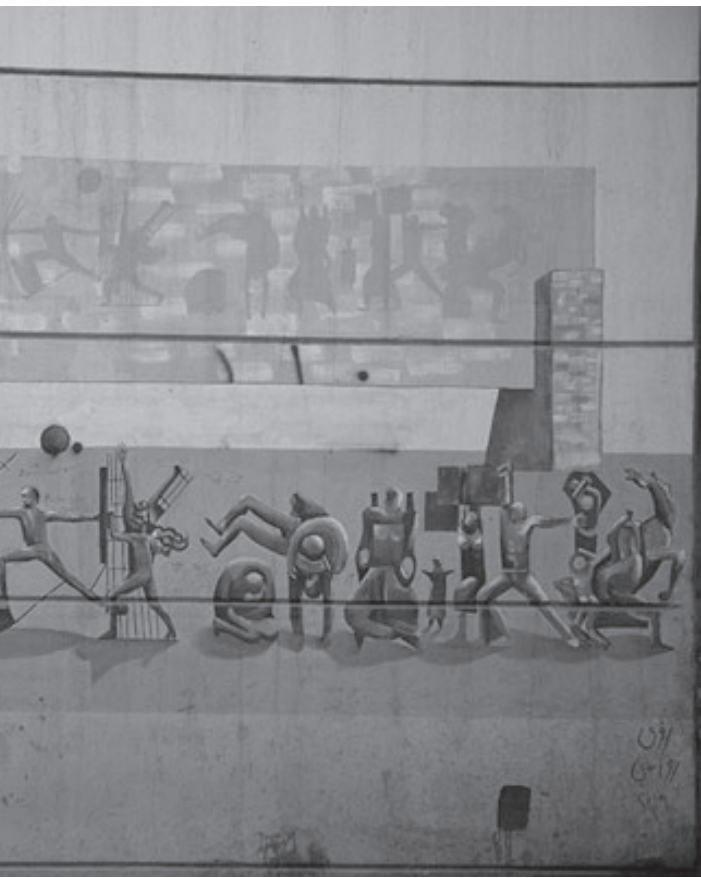
Mais en Irak, les changements politiques ne se limitent jamais au niveau des élites et des stratégies géopolitiques. Ils se concrétisent dans la vie quotidienne: coupures d'électricité, hausse des prix des denrées alimentaires, voies commerciales bloquées, infrastructures détruites et incertitude permanente quant à savoir si la vie quotidienne restera abordable demain. Cela est particulièrement visible dans le secteur agricole.

### Dépendance aux importations plutôt que souveraineté alimentaire

L'Irak dépend aujourd'hui fortement des importations alimentaires iraniennes et repose en même temps sur une agriculture fortement dépendante des intrants, qui ne peut guère fonctionner sans semences, pesticides et intrants agricoles importés.

Cette double dépendance n'est pas le fruit du hasard, mais le résultat d'un processus historique. Sous la domination coloniale britannique déjà, un ordre agraire inégalitaire avait été mis en place, dans lequel la propriété foncière était concentrée et les paysannes systématiquement privé-es de pouvoir. Les régimes qui ont suivi ont repris des éléments essentiels de cette structure, bien que sous une forme modifiée. Sous le régime baasiste, l'agriculture a été fortement centralisée, contrôlée par la bureaucratie et organisée de manière autoritaire. Les guerres des années 1980 et 1990, les sanctions internationales et la dévastation économique du pays ont encore aggravé cette évolution, laissant derrière elles un système agricole déjà profondément affaibli avant 2003.

L'invasion menée par les États-Unis en 2003 a transformé les faiblesses structurelles de l'agriculture irakienne en une nouvelle forme de dépendance. Sous l'occupation, le système agricole s'est de plus en plus orienté vers la privatisation, la concurrence et la dépendance vis-à-vis d'intrants externes.



D'une manière différente, Peintures murales du Tunnel de la Place Tahrir, Bagdad, Irak

Cela s'est particulièrement manifesté dans les décisions de l'Autorité provisoire de la coalition (CPA), dirigée par Paul Bremer. Son tristement célèbre décret n° 81 de 2004 a redéfini les droits de brevet et la protection des variétés végétales, ouvrant ainsi davantage l'agriculture aux logiques du secteur privé et du marché international. Cette évolution a été complétée par des programmes tels que l'*Agricultural Reconstruction and Development Program* (ARDI), lancé par l'USAID, qui traitait l'agriculture principalement comme un domaine de «modernisation» axée sur le marché. La destruction de la banque nationale de semences à Abu Ghraib n'était pas non plus un simple dommage collatéral de la guerre, mais une atteinte profonde aux fondements agricoles du pays.

Depuis lors, un modèle s'est imposé, dans lequel de nombreux agriculteurs et agricultrices ne peuvent pratiquement plus compter sur les circuits locaux de semences, les conseils de l'État ou des débouchés stables. Au contraire, iels dépendent de plus en plus des négociants privés, des semences importées, des pesticides, des engrais et des fluctuations des prix du marché. Si l'agriculture continue d'employer une part importante de la population (environ 9 % de la population active), elle ne contribue plus que très peu à la performance économique du pays. Aujourd'hui, plus de la moitié des denrées alimentaires doivent être importées. Ce déséquilibre rend l'Irak extrêmement vulnérable, car un pays qui ne peut plus subvenir suffisamment aux besoins de sa propre population devient politiquement et économiquement vulnérable au chantage en temps de crise.

C'est précisément là que les intérêts des blocs de pouvoir rivaux se recourent. L'Irak compte parmi les principaux débouchés des exportations iraniennes et est le premier importateur de produits agricoles et alimentaires iraniens. Mais les États-Unis ont eux aussi exporté vers l'Irak, rien qu'en 2025, des produits agricoles d'une valeur de plusieurs centaines de millions de dollars. La concurrence entre ces deux puissances ne signifie donc en aucun cas qu'une partie défendrait la souveraineté alimentaire irakienne et l'autre s'y opposerait. Au contraire, toutes deux tirent profit du fait que l'Irak fonctionne comme un marché dépendant.

Pour de nombreux agriculteurs et agricultrices irakiens, la crise est depuis longtemps une réalité quotidienne. Chaque année, iels ne parviennent pas à vendre leur récolte à un prix couvrant leurs coûts. En 2025, des manifestations de producteur/trices de tomates ont de nouveau éclaté après que les prix se sont effondrés à cause des importations iraniennes, au point que des parties de la récolte ont été détruites ou déversées dans la rue. Le message que de nombreux agriculteur/trices en tirent est clair: leur travail est facilement remplaçable, leur survie passe au second plan.

C'est précisément pour cette raison que *Tishreen* était plus qu'un simple soulèvement contre la corruption. Les manifestations ont également soulevé la question de la signification concrète de la souveraineté et de savoir qui dispose réellement des res-

sources essentielles à la vie. Le boycott des produits iraniens, les campagnes telles que «*Made in Iraq*» et le regain d'intérêt pour la production locale ont clairement montré que la dépendance économique n'est pas seulement un problème économique, mais aussi un problème profondément politique. C'est de ce climat politique qu'ont émergé par la suite des réseaux tels que le Réseau pour la souveraineté alimentaire au Kurdistan et en Irak *Gwez w Nakhl* (Noix et palmier) ou, un peu plus tôt, l'*Iraqi Seed Collective*, issu de la diaspora. Ils ne conçoivent pas la souveraineté alimentaire comme un projet de développement technique, mais comme faisant partie d'une lutte plus large contre la guerre, le sectarisme, la destruction du marché et le pouvoir autoritaire.

C'est là que se révèle l'autre facette de l'Irak d'aujourd'hui. L'Irak n'est pas seulement le théâtre de la guerre, des luttes d'influence et de l'ouverture des marchés.

Malgré tout, il existe encore des forces qui œuvrent à d'autres formes de vie communautaires: des banques de semences, des jardins agroécologiques, des alliances régionales entre le Kurdistan et l'Irak central, des mouvements féministes, des initiatives d'entraide collective et une politique qui place la vie au centre, plutôt que le pouvoir géopolitique. Mais ces projets existent sur de petits îlots, et même ces îlots sont soumis à une pression permanente.

Les palmiers de *Tishreen* et les tomates dans la rue racontent finalement la même histoire. Tant que l'Irak sera traité comme un champ de bataille, un marché d'écoulement et une zone tampon, ce sont surtout les pauvres, les agriculteur/trices et les forces progressistes qui en paieront le prix.

Ansar Jasim\*

\*Ansar Jasim est politologue. Elle milite dans le domaine de la souveraineté alimentaire et des solidarités de base, notamment en Syrie et en Irak.

## MIGRATION/FRANCE

# Nouvelle loi sur l'immigration

**«L'internationale réactionnaire a désigné l'immigré·e comme ennemi·e à abattre, il suffit de voir ce qui se joue avec l'ICE au centre de l'empire. Et il faut être aveugle à la réalité politique actuelle pour de ne pas comprendre que si cela se joue au centre de l'empire, nous aurons inéluctablement des conséquences ici aussi. Dans peu de temps, nous réceptionnerons les ondes de choc du fascisme».**

Cet extrait est issu de l'une de nos interventions dans le cadre d'un panel auquel nous avons participé, il y a tout juste 6 mois, autour de la question «*Quelle alliance entre lutte écologique et lutte contre l'extrême droite*». Quelle ne fut pas notre surprise quand l'un des intervenants se mit alors à pouffer de rire en argumentant que cela n'est pas possible, que la juridiction française et européenne ne fonctionnait pas ainsi.

Or, fin mars 2026, le parlement européen a ratifié un texte qui durcit la politique migratoire et a approuvé le concept de «*hubs de retour*», des centres de rétention en dehors de l'Union européenne. Ce texte s'inscrit dans le prolongement réactionnaire et liberticide du Pacte sur l'asile et la migration de 2024 qui criminalise davantage les personnes immigrées sans titre de séjour.

L'idée de l'externalisation des centres de rétention n'est malheureusement pas nouvelle: l'Italie l'avait expérimentée en Albanie (avec un centre longtemps resté vide en raison de recours judiciaires), et le Royaume-Uni avait conclu un accord similaire avec le Rwanda, avant d'y renoncer pour les mêmes raisons. Cela dit, ces tentatives ont finalement abouti et plusieurs pays (Danemark, Autriche, Grèce, Allemagne, Pays-Bas) travaillent à lancer des projets pilotes.

## Un recul historique des droits des réfugiés

De nombreuses associations de solidarité alertent sur ces dérives politiques qui prévoient des sanctions renforcées pour les déboutés refusant de partir, la confiscation de documents, la détention prolongée, l'interdiction d'entrée, l'enfermement des mineurs, ainsi qu'une reconnaissance mutuelle des décisions entre États membres.

En cela, nous pouvons nous poser la question de la conséquence de l'externalisation et comment allons-nous faire respecter le droit des personnes enfermées? Surtout quand les pays ne sont pas soumis aux mêmes législations (droits européens) en termes de respect des droits humains.

De plus et à lui seul, ce texte symbolise encore une fois la cohésion idéologique entre le bloc de droite et l'extrême droite européenne. Ces dernières années sont marquées par une perte grandissante des droits fondamentaux des personnes immigrées, tant au niveau européen que français.

## Que faire maintenant?

Oui, que faire maintenant, face à l'hégémonie médiatique de l'extrême droite, aux meurtres racistes, aux violences institutionnelles subies à chaque instant par les personnes avec ou sans titre de séjour? L'État nous violente

et l'extrême droite voudrait nous voir disparaître dans une déshumanisation totale. Les réponses se font attendre sur des pistes et des stratégies à lancer. D'où le fait de mettre ces réflexions au cœur même de nos stratégies et projets au sein de l'association A4; cela surtout avec l'élection présidentielle prochaine et la probabilité non négligeable de l'entrée de l'extrême droite à l'Élysée.

Dans ce contexte politique de répression et de criminalisation des immigré·es, nous défendons l'urgence de lutter contre ce système déshumanisant. Dès lors, il est évident que cette lutte doit se penser, s'organiser et s'opérer par et pour les personnes concernées par l'immigration et le racisme. Notre objectif

est donc de permettre la création d'un réseau national d'entraide, axé sur la régularisation, l'accueil, la formation et le travail. Mais surtout de créer et obtenir des fermes et des espaces permettant le développement de coopératives de travail, tant agricole qu'artisanale, afin de constituer des bases d'organisation et portées par et pour des personnes immigrées, avec ou sans titre de séjour.

Nous sommes persuadé·es qu'une des stratégies de lutte possible pour inverser ce rapport de force, c'est aussi de développer des projets qui mêlent autonomie politique et autonomie de la subsistance.

Tarek

Association Accueil  
Agricole et Artisanal (A4)

L'objectif de l'Association A4 est de construire une dynamique d'accueil, de formation, d'accès au travail et d'accompagnement administratif de personnes avec ou sans papiers, urbaines ou rurales, dans les domaines de l'agriculture et de l'artisanat. Notre projet a pour but de développer un réseau d'installation et de solidarité paysanne, en mettant en lien les territoires et initiatives existantes. Le projet est né de rencontres de personnes souhaitant travailler et vivre de façon digne dans les domaines de l'agriculture ou de l'artisanat, mais qui rencontrent des difficultés pratiques du fait de leur situation.

Pour plus d'information: Instagram: assoa4\_  
Voir aussi «France – Agriculture et migrations, l'Association A4» Archipel n° 338, juillet 2024.



Illustration Pirikk pour CQFD

### Pétition pour l'abolition du délit de solidarité

Caroline Meijers, présidente du «Mouvement jurassien de soutien aux sans-papiers et aux migrants» (MJSSP), a été acquittée le 8 juillet 2025 de l'accusation d'avoir favorisé le séjour illégal d'un étranger, après avoir mis son adresse à la disposition d'un réfugié syrien en détresse.<sup>1</sup> Nous nous sommes réjoui·es de cet acquittement, mais ce procès n'aurait jamais dû avoir lieu. En effet, le soi-disant «*délit de solidarité*» aurait dû être aboli depuis longtemps.

Rien qu'en 2024, pas moins de 592 personnes ont été condamnées en Suisse pour ce «*délit*»<sup>2</sup>. Afin d'empêcher à l'avenir la criminalisation de la solidarité avec les réfugié·es, le MJSSP, en collaboration avec la plateforme Internet Campax<sup>3</sup>, a lancé une pétition adressée au Parlement fédéral, demandant la modification de l'article 116 de la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI, anciennement LEtr). La solidarité n'est pas un crime. Les personnes qui apportent leur aide doivent bénéficier de l'impunité, pour autant que leur action s'avère désintéressée et qu'elles n'en tirent aucun avantage personnel. À ce jour, plus de 5600 signatures ont été recueillies. Mais il faut en rassembler bien plus encore! Veuillez signer la pétition jointe à l'édition suisse de cet Archipel. Parlez-en à vos proches et à vos connaissances. Nous vous remercions de votre soutien.

Michael Rössler  
FCE - Suisse

1. Voir «Suisse-Migrations: Acquittement pour action solidaire», Michael Rössler, Archipel N° 350, septembre 2025

2. Basil Weingartner dans l'hebdomadaire WOZ, Zurich, 17 juillet 2025

3. Vous pouvez également signer en ligne ici: <<https://act.campax.org/petitions/la-solidarite-n-est-pas-un-crime-pour-l-abolition-du-delit-de-solidarite>>.

# Garder la tête haute

**En février dernier, Pinar Selek publiait son nouveau livre en France. Il s'agit de la version révisée des entretiens qu'elle avait menés avec des Kurdes en 1998, alors qu'elle avait 28 ans, et qui lui avaient valu une peine de deux ans de prison.**

**Malgré les cruelles tortures physiques et psychologiques qu'elle avait subies, elle n'avait pas révélé les noms des Kurdes qu'elle avait interviewés pour sa thèse de sociologie. L'ensemble de ses notes avait alors été saisi et détruit. Pourtant, aujourd'hui, 30 ans plus tard, elle a réussi à se souvenir de leur contenu, en partie mot pour mot, et à publier son étude. Les travaux de recherche sauvés de Pinar Selek ouvrent un nouveau chapitre dans le procès intenté contre elle par l'État turc.**

Le cinquième procès contre Pinar Selek se poursuit en effet. La septième audience s'est tenue le 5 avril 2026 à Istanbul. Avec la récente publication de *Lever la tête – la recherche interdite sur la résistance kurde* (voir encadré), ce procès est entré dans une nouvelle phase. Une importante délégation d'universitaires français était présente au procès pour réaffirmer que les travaux de recherche sur la situation des Kurdes en Turquie constituent un travail scientifique reconnu par l'Université française. Ce manifeste en défense de la liberté de pensée a été versé au dossier judiciaire. À cela s'ajoute une lettre de la directrice du département de recherche «Migration et société», Florence Boyer, dans laquelle elle informe de la publication de cet ouvrage par l'Université Paris Cité. Elle était présente à Istanbul, tout comme le vice-président de cette université, Antoine Kouchner. L'association «France Universités» était également présente à Istanbul, représentée par Nathalie Dompnier, Présidente de la ComUE Lyon Saint-Étienne. Toutes les universitaires présentes dans la délégation ont réaffirmé leur volonté de transformer ce procès politique contre la science en un acte de résistance et de défense de la liberté de recherche à l'échelle mondiale. Comme toujours, des représentant·es de nombreuses organisations politiques et de défense des droits humains étaient présent·es,

ainsi que des écrivain·es, des libraires, des personnalités du cinéma et du théâtre, et bien d'autres encore. Et bien sûr, nous avons de nouveau été accueilli·es par le comité de solidarité d'Istanbul qui avait préparé avec soin le programme des deux journées autour du procès. Celui-ci a duré 7 minutes! Cela ne nous a toutefois pas surpris·es. Face à un acte d'accusation toujours aussi vide, la justice turque n'a eu d'autre choix que de reporter une nouvelle fois son verdict, car un acquittement n'est manifestement pas (encore) envisageable ici – ce n'est pas surprenant, compte

tenu de la situation politique en Turquie et de la suprématie d'Erdogan. Aucun nouveau chef d'accusation n'a été avancé, mais la demande d'incarcération immédiate et de la présence de Pinar Selek à la prochaine audience a été réitérée. Cela aussi est répété à chaque audience. La justice turque est complètement absurde. Malgré quatre acquittements et l'absence d'accusation fondée, les autorités turques maintiennent leur demande d'extradition de Pinar Selek. Sa persécution par le gouvernement Erdogan s'inscrit dans un contexte de répression violente qui vise toutes celles et ceux qui s'engagent en Turquie pour la démocratie et l'État de droit. Ce procès revêt donc également une grande portée symbolique. Contrairement à bon nombre d'autres personnes emprisonnées pour des raisons politiques, Pinar possède la nationalité française et bénéficie d'un soutien solide de la part de milieux prestigieux.

La prochaine audience aura lieu le 18 septembre 2026 à Istanbul. Nous, les groupes et institutions solidaires, serons en tout cas de nouveau présent·es pour la défendre, elle et ses recherches, aussi longtemps que nécessaire.

Constanze Warta

Le livre *Lever la tête* n'est pour l'instant paru qu'en français. Il s'agit d'un récit superbement écrit dans lequel Pinar Selek revient sur l'enquête sociologique sur le mouvement kurde qu'elle a menée dans les années 1990 en Turquie. Ce travail, réalisé dans le contexte de la guerre entre le PKK kurde et l'État turc, lui avait été confisqué lors de son arrestation en 1998, puis détruit. Torturée, emprisonnée et poursuivie par la justice turque depuis plus de vingt ans, Pinar Selek raconte la disparition de cette enquête de sa mémoire et sa récente réapparition – telle une blessure enfouie qui refait surface. Il ne s'agit pas d'un simple retour sur un passé douloureux, mais d'un acte de résistance intellectuelle et de création. Avec ce témoignage inédit sur les persécutions dont elle a été victime, l'autrice, soutenue à l'échelle internationale, rédige un manifeste pour la défense de la liberté de pensée.

Édité par: Université Paris Cité Éditions, Collection Démêlés, 144 pages.



Portrait de Pinar Selek, dessin de Basile Poty